MAIRIE
«DE COGOLIN»

Publié sur www.cogolin.fr le 14 JUIN 2021

Affichage n°2021/ 728
Du : 14.06.2021
Au :

NON OPPOSITION A DECLARATION PREALABLE
DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

ARRETE N°2021/593

N°DP 083 042 21 C0075

Demande déposée le **17 mai 2021.**

Affichage du dépôt en Mairie et sur le site Internet de la Ville le **21 mai 2021.**

Par :	**SCI DE L'EBENE**
Représentée par :	**DURNEY Jean-Olivier**
Demeurant à :	**12, avenue Georges Bizet** **83320 CARQUAIRANNE**
Sur un terrain sis à :	**10 bis, rue André-Marie Ampère** **83310 COGOLIN**
Cadastre :	**AM 6, AM 7**
Superficie :	**2540 m²**
Nature des Travaux :	**Dépose de la toiture existante, fourniture et pose d'une couverture en bac acier isolé et pose en toiture de modules photovoltaïques.**

COMMUNE DE COGOLIN
A été transmis aux services de l'Etat
CONTROLE DE LEGALITE LE : 14 JUIN 2021
Exécutoire à compter de la date de réception
de la présente notification
(conformément au Code de l'Urbanisme)

Le Maire de la Ville de COGOLIN

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.421-4 et suivants,

VU le plan local d'urbanisme approuvé par délibération du conseil municipal en date du 13 mai 2008, ses modifications et modifications simplifiées et révision allégée 1 du 04 février 2020,

VU l'arrêté municipal n°2020/595 du 06 juillet 2020, portant délégation de signature à un adjoint au Maire : Monsieur Geoffrey PECAUD,

VU la demande de déclaration préalable présentée le 17 mai 2021 par la SCI DE L'EBENE représentée par Monsieur DURNEY Jean-Olivier pour la dépose de la toiture existante, la fourniture et la pose d'une couverture en bac acier isolé et la pose en toiture de modules photovoltaïques sur un terrain situé 10 bis, rue André-Marie Ampère cadastré section AM numéros 6 et 7 d'une superficie de 2540 m², et les plans annexés,

Vu la consultation par mail du pôle développement économique et aménagement du territoire - service Scot, planification, habitat de la communauté de communes du golfe de Saint-Tropez en date du 20 mai 2021,

VU la consultation de la direction départementale des services d'incendie et de secours (DDSIS) en date du 25 mai 2021,

VU l'avis d'ENEDIS en date du 25 mai 2021,

CONSIDERANT que le projet tel que présenté est conforme au règlement de la zone UF du PLU approuvé,

ARRETE

Article 1er : La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non opposition sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées ci-dessous.

Article 2 : **PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

Aspect architectural : Afin de permettre une meilleure intégration dans l'environnement, les panneaux photovoltaïques seront impérativement positionnés parallèlement à la pente de toiture conformément aux plans joints au dossier.

Sécurité incendie : avant le commencement des travaux, le pétitionnaire devra prendre attache avec la direction départementale de secours et d'incendie du Var.

INFORMATIONS :

La Commune est concernée par la loi 86-2 du 3 janvier 1986 et l'article L 121-8 du code de l'urbanisme.

La Commune est soumise au risque inondation, risque submersion marine, risque feux de forêts, risque mouvement de terrains et aléa retrait gonflement des argiles, risque sismique - zone 2, risque minier, risque rupture de barrage, risque transport des matières dangereuses. Commune située en zone 3 à potentiel radon significatif (arrêté préfectoral du 27/06/2018). Des informations sont disponibles sur le site www.sigvar.org.

MAIRIE DE COGOLIN
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VAR

COGOLIN, le 14 JUIN 2021
L'adjoint délégué

Geoffrey PECAUD

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.

Le maire,

Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,
Précise que suivant les dispositions des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (Toulon - 5 rue Racine - BP 40510 - 83041 TOULON cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Durée de validité de la déclaration préalable :
Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et au décret n°2016-6 du 05/01/2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.
L'autorisation peut être prorogée 2 fois par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux). **Arrêté du 30/03/2017.**

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :
- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :
Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.